



LEG/OPR/RGII/IDBDOCS#931527

Monsieur
Daniel Dorsainvil
Ministre
Ministère de l'Economie et des Finances
Port-au-Prince, Haïti

Réf : Coopération Technique Non
Remboursable No. ATN/SF-10216-HA
et ATN/CF-10217-HA. Politique et plan
d'action forestier pour Haïti.

Monsieur le Ministre,

Cette lettre-accord, ci-après dénommée «l'Accord» entre la République d'Haïti, ci-après dénommée «le Bénéficiaire», et la Banque Interaméricaine de Développement, ci-après dénommée la «Banque», agissant en son nom propre et en sa qualité d'administrateur d'une contribution spéciale du Gouvernement de la Finlande (ci-après le «COFAB») effectuée en vertu de l'Accord d'Administration signé entre la Banque et le Gouvernement de la Finlande le 8 septembre 2006, que nous soumettons à votre considération, a pour objet de formaliser les termes de l'octroi d'une coopération technique non remboursable, ci-après dénommée la «Contribution», jusqu'à concurrence d'un montant de deux cent cinquante mille deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$250,216) ou sa contre-valeur en d'autres monnaies de change, dont l'équivalent de deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$200.000) sera décaissé à charge des revenus nets du Fonds pour Opérations Spéciales et l'équivalent de cinquante mille deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$50.216) sera décaissé à charge du COFAB, pour financer les biens et les services de consultation nécessaires à la réalisation d'un projet de coopération technique visant à désigner la politique et le plan d'action forestier pour Haïti, ci-après dénommé le «Projet», décrit dans l'Annexe A de cet Accord. A moins que cet Accord ne stipule le contraire, ci-après le terme «dollars» signifie la monnaie de change légale des Etats-Unis d'Amérique.

La Banque et le Bénéficiaire conviennent que :

Premièrement. **Parties intégrantes de l'Accord.** Cet Accord est composé d'une première partie, dénommée les «Conditions Spéciales»; d'une seconde partie, dénommée les «Normes Générales» et des Annexes A et Ad Hoc qui lui sont jointes. Dans l'Article 1 des Normes Générales, la primauté entre les parties sus-citées et les Annexes est établie.

ATN/SF-10216-HA
ATN/CF-10217-HA

Deuxièmement. Organisme d'Exécution. L'Organisme d'Exécution de ce Projet sera le Ministère de Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), ci-après dénommé l'«Organisme d'Exécution».

Troisièmement. Conditions préalables au premier décaissement. En plus des conditions préalables stipulées dans l'Article 2 des Normes Générales, le premier décaissement des ressources de la Contribution sera subordonné à la mise en place par l'Organisme d'Exécution du Comité de Coordination Intersectorielle (CCI) auquel fait référence le paragraphe 4.03 de l'Annexe A

Quatrièmement. Remboursement de dépenses imputables à la Contribution. Avec l'acceptation de la Banque, les ressources de la Contribution pourront être employées pour rembourser les dépenses effectuées ou financer les dépenses effectuées au titre du Projet à compter du 20 décembre 2006 et jusqu'à la date du présent Accord, sous réserve que des conditions substantiellement analogues à celles établies dans ce même instrument aient été remplies.

Cinquièmement. Fonds de roulement. Le fonds de roulement pour ce Projet sera établi jusqu'à concurrence d'un montant équivalent à 10% de la Contribution.

Sixièmement. Délais. (a) Le délai d'exécution du Projet sera de vingt-quatre (24) mois, décomptés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

(b) Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution sera de trente (30) mois, décomptés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord. Toute partie de la Contribution non utilisée durant ce délai sera annulée.

(c) Les délais indiqués ci-dessus et les autres qui sont établis dans cet Accord pourront être prorogés, pour des raisons justifiées, avec l'accord écrit de la Banque.

Septièmement. Coût total du Projet. (a) Le coût total du Projet est estimé à la contre-valeur de deux cent cinquante mille deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$250,216).

(b) Le Bénéficiaire s'engage à apporter en temps opportun, les ressources additionnelles à celles de la Contribution requises pour l'exécution complète et ininterrompue du Projet.

Huitièmement. Monnaies pour le décaissement. La Banque procédera au décaissement de la Contribution en dollars ou sa contre-valeur en d'autres monnaies de change. La Banque, appliquant le taux de change indiqué dans l'Article 7 des Normes Générales, pourra convertir lesdites monnaies de change en d'autres monnaies, y compris en monnaie locale.

Neuvièmement. Utilisation de la Contribution. Les ressources de la Contribution ne pourront être utilisées que pour le paiement des services de consultants et l'acquisition de biens originaires des pays membres de la Banque.

Dixièmement. Acquisition de biens et Recrutement de consultants. (a) Les passations des marchés de biens et services connexes seront subordonnées aux dispositions du Document GN-2349-7 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement), daté de juillet 2006 (dorénavant dénommé les «Politiques de Passation des Marchés»), que l'Organisme d'Exécution déclare connaître et complémentarément aux dispositions de l'Annexe Ad-Hoc.

(b) Le recrutement des consultants se fera conformément aux dispositions du Document GN-2350-7 (Politiques pour la sélection et le recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement), daté de juillet 2006 (dorénavant dénommées les «Politiques de Consultants»), que l'Organisme d'Exécution déclare connaître, et complémentarément aux dispositions de l'Annexe Ad-Hoc. Les méthodes suivantes de sélection pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans les Politiques de Consultants pour leur utilisation : (i) sélection fondée sur la qualité, (ii) sélection fondée sur la qualité et le coût, (iii) sélection dans le cadre d'un budget déterminé; (iv) sélection par entente directe; et (v) sélection des consultants individuels.

(c) Examen des décisions concernant les passations des marchés :

- (i) Planification des Passations des Marchés: avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat et également avant de lancer une invitation aux soumissionnaires d'offres pour des services de consultants, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation par la Banque le Plan de Passation des Marchés proposé pour le Projet, conformément aux dispositions du paragraphe 1 des Politiques de Consultants. Ce Plan devra être actualisé annuellement pendant la période d'exécution du Projet et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations de marchés des biens et des services de conseil seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et les dispositions de paragraphe 1 ci-dessus indiqué.
- (ii) Examen préalable: les passations des marchés effectuées pour ce Projet seront supervisées par la Banque de manière préalable (ex ante) d'après les dispositions de l'Annexe Ad-Hoc.

Onzièmement. Rapports de Suivi. L'Organisme d'Exécution préparera et présentera à la satisfaction de la Banque, sous le format convenu préalablement avec la Banque, et dans les soixante (60) jours suivant la fin de chaque semestre de l'année civile, un rapport sur l'avancement de l'exécution du Projet.

Douzièmement. Rapports et Etats Financiers. L'Organisme d'Exécution présentera à la satisfaction de la Banque les états financiers du Projet, conformément à l'Article 11 (b) des Normes Générales du présent Accord, y compris celui concernant le fonds de roulement.

Treizièmement. Disponibilité d'information. L'Organisme d'Exécution s'engage à communiquer à la Banque, par écrit, dans un délai de dix (10) jours ouvrables comptés à partir de la date de la signature du présent Accord, s'il considère que quelque partie de cet Accord est confidentielle ou sensible ou qu'elle peut heurter négativement les relations entre les pays membres et la Banque ou les clients du secteur privé et la Banque. Dans ce cas, l'Organisme d'Exécution s'engage à signaler les dispositions considérées comme telles. La Banque, en conformité avec sa politique de disponibilité d'information, mettra à disposition du public le texte du présent Accord, lorsque celui-ci aura été signé et entrera en vigueur, en excluant seulement l'information que l'Organisme d'Exécution aura identifiée comme confidentielle, sensible ou nuisible aux relations avec la Banque dans la forme prévue dans cette clause.

Quatorzièmement. Communications. Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit :

Pour l'Emprunteur :

Adresse postale :

Ministère de l'Economie et des Finances
Palais des Ministères
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : (509) 299-1732

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

Je vous saurais gré de bien vouloir signifier votre acceptation des termes du présent Accord, en tant que représentant du Bénéficiaire, par la signature et la transmission d'un des originaux aux bureaux de la Représentation de la Banque en Haïti.

ATN/SF-10216-HA
ATN/CF-10217-HA

Cet Accord est signé en deux (2) originaux d'égale teneur par les représentants dûment autorisés à cette fin et entrera en vigueur à la date de sa signature par le Bénéficiaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

/f/ Anna Cecilia McInnis

Anna Cecilia McInnis
Représentante de la Banque en Haïti

Accepté :

.....

/f/ Daniel Dorsainvil

Ministre de l'Economie et des Finances

Nom : Daniel Dorsainvil

Titre : Ministre

Date : 3 Juillet 2007

**NORMES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX
COOPÉRATIONS TECHNIQUES NON REMBOURSABLES**

Article 1. Application et portée des Normes Générales. (a) Ces Normes Générales et ses dispositions font partie intégrante de cet Accord et établissent les termes et conditions applicables en général à toutes les coopérations techniques non remboursables de la Banque. Toute exception à ces Normes Générales sera expressément indiquée dans le texte des Conditions Spéciales.

(b) Si une disposition quelconque des Conditions Spéciales ou des Annexes n'est pas en conformité avec ces Normes Générales ou les contredit, les dispositions des Conditions Spéciales ou de l'Annexe respective, prévaudront. Dans les cas de non conformité ou de contradiction entre les dispositions des Conditions Spéciales et de l'Annexe ou des Annexes respectives, le principe est que la disposition spécifique prévaudra sur la disposition générale.

Article 2. Conditions préalables au premier décaissement. (a) Le premier décaissement de la Contribution sera subordonné au fait que le Bénéficiaire, lui-même ou par le biais de l'Organisme d'Exécution, aura:

- (i) Désigné un ou plusieurs fonctionnaires habilité(s) à le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution de cet Accord et aura fait parvenir à la Banque des exemplaires authentifiés des signatures desdits représentants. Si deux (2) fonctionnaires ou plus sont désignés, il faudra spécifier si les mandatés peuvent agir séparément ou s'ils doivent le faire conjointement.
- (ii) Présenté une demande de décaissement, justifiée par écrit; et
- (iii) Présenté un chronogramme pour l'utilisation de l'Apport.

(b) Si dans les cent quatre-vingts (180) jours décomptés à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou dans un délai plus long que les parties arrêtent par écrit, les conditions préalables au premier décaissement établies dans cet Article et dans les Conditions Spéciales ne sont pas remplies, la Banque pourra mettre fin à cet Accord après notification au Bénéficiaire.

Article 3. Forme de décaissement de la Contribution. (a) La Banque procédera au décaissement de la Contribution en faveur du Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, dans la mesure où ce dernier le sollicite et justifie à la satisfaction de la Banque, les dépenses imputables à la Contribution.

(b) Sur demande du Bénéficiaire par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, et sous respect des conditions établies dans le point (a) antérieur, dans l'Article 2 et dans les

Conditions Spéciales, la Banque pourra constituer un Fonds de roulement à charge de la Contribution, que le Bénéficiaire par le biais de l'Organisme d'Exécution, devra utiliser pour couvrir les dépenses du Programme imputables à la Contribution. Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution et dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre devra informer la Banque de l'état du fonds de roulement.

(c) La Banque pourra renouveler totalement ou partiellement le Fonds de roulement à mesure que les ressources sont utilisées si le Bénéficiaire, par le biais de l'Organisme d'Exécution, le demande ainsi et présente, à la satisfaction de la Banque, un détail des dépenses effectuées à charge du fonds, accompagné des pièces justificatives correspondantes et d'une justification de la demande. Le détail des dépenses devra être présenté en utilisant les catégories budgétaires indiquées dans l'Annexe A de cet Accord.

Article 4. Dépenses à charge de la Contribution. La Contribution sera exclusivement destinée à couvrir les catégories qui, à sa charge, sont établies dans le budget du Programme inclus dans l'Annexe A. Ne pourront être imputées à la Contribution que les dépenses réelles et directes effectuées pour l'exécution du Programme. Les dépenses indirectes ou services de fonctionnement général, non inclus dans le budget du Programme, ne pourront lui être imputés.

Article 5. Dernière demande de décaissement. L'Organisme d'Exécution devra présenter la dernière demande de décaissement de la Contribution accompagnée de la documentation justificative correspondante, à la satisfaction de la Banque, dans un délai de trente (30) jours au moins avant la date d'expiration du délai de décaissement établi dans les Conditions Spéciales de cet Accord ou de la prorogation convenue par écrit entre les parties.

Article 6. Suspension et Annulation des décaissements, et autres mesures. (a) La Banque pourra suspendre les décaissements ou annuler la partie non décaissée de la Contribution au cas où surgirait une des circonstances suivantes: (i) le non respect par le Bénéficiaire de quelque obligation stipulée dans le présent Accord; (ii) lorsqu'il y a suffisamment de preuve pour confirmer une constatation qu'un employé, agent, ou représentant de l'Emprunteur, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis un acte de fraude ou de corruption lors d'une soumission d'offres, la négociation d'un contrat, ou l'exécution d'un contrat et (iii) toute autre circonstance qui, de l'avis de la Banque, pourrait rendre improbable l'atteinte des objectifs du Programme. Auquel cas, la Banque le notifiera par écrit à l'Organisme d'Exécution afin qu'il expose son point de vue et dans un délai de trente (30) jours après la date de la communication adressée par la Banque.-Cette dernière pourra suspendre les décaissements ou annuler la partie non décaissée de la Contribution.

(b) En vertu des dispositions du paragraphe (a) ci-dessus, les parties conviennent que, en cas de changement institutionnel ou d'organisation de l'Organisme d'Exécution qui de l'avis de la Banque pourrait affecter la poursuite opportune des objectifs du Programme, la Banque révisera et évaluera les possibilités de poursuite des objectifs et, à sa discrétion, pourra suspendre, conditionner ou annuler les décaissements de la Contribution.

(c) La Banque pourra annuler la partie non décaissée du Financement destinée à l'acquisition de certains biens, travaux, services connexes ou de services de conseil, ou, au cas où le Financement aurait déjà été décaissé, déclarer échue et payable la partie correspondante de celui-ci si, à un moment quelconque, elle détermine : (i) que cette acquisition ou ces activités ont été effectuées sans respecter les procédures prévues au Contrat; ou (ii) que les représentants de l'Emprunteur ~~ou du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant d'une coopération technique~~ se sont livrés à des actes de fraude ou corruption, que ce soit pendant la procédure de sélection du contractant, fournisseur, ou consultant, ou pendant la période de négociation ou d'exécution du contrat concerné, sans que, pour remédier à la situation, l'Emprunteur ou le Bénéficiaire ait pris, en temps opportun, des mesures appropriées, acceptables par la Banque et conformes aux garanties juridiques prévues par la législation du pays de l'Emprunteur ou du Bénéficiaire.

—(d) Aux fins de l'alinéa précédent, les diverses activités qui constituent des actes de fraude et corruption sont définies comme suit : (i) L'acte de corruption se définit comme le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d'influencer sur les actes d'une autre partie; (ii) La fraude est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation; (iii) La coercition consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d'une partie afin d'influencer sur les actes de ladite partie; (iv) La collusion est une entente entre deux parties ou plus conçue dans un but malhonnête, notamment pour influencer de façon irrégulière sur les actes d'une autre partie.

(e) Si la Banque, conformément à ses procédures administratives, apporte la preuve qu'une entreprise, une entité ou une personne soumissionnant pour un projet financé par la Banque ou participant à un tel projet, y compris, entre autres, les emprunteurs, les soumissionnaires, les fournisseurs, les entrepreneurs, les sous-traitants, les concessionnaires, les candidats, les consultants, les Organismes d'Exécution et les Organismes Contractants (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs) ont commis un acte de fraude ou corruption, la Banque peut:

Formatted: Bullets and Numbering

- (i) décider de ne pas financer une proposition d'attribuer un marché ou un contrat pour la fourniture de biens, de travaux et de services de conseil financés par la Banque;
- (ii) suspendre le décaissement du prêt tel que décrit à l'alinéa (a) ci-dessus s'il est établi à un moment quelconque que les preuves sont suffisantes pour confirmer une constatation qu'un employé, un agent, ou un représentant de l'Emprunteur, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis un acte de fraude ou corruption;
- (iii) annuler et/ou accélérer le paiement de la fraction du prêt ou du don alloué à un marché tel que décrit à l'alinéa (c) ci-dessus, lorsqu'il est prouvé que le représentant de l'Emprunteur n'a pas pris les mesures correctives nécessaires dans un délai jugé raisonnable par la Banque, et conformément

Formatted: Bullets and Numbering

aux garanties de procédure régulière prévues par la législation du pays de l'Emprunteur;

- (iv) prononcer une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant le comportement de l'entreprise, de l'entité ou de la personne;
- (v) déclarer qu'une personne, une entité ou une entreprise est exclue, définitivement ou pour une période déterminée, de l'attribution de marchés dans le cadre de projets financés par la Banque, sauf dans des conditions que la Banque jugera appropriées;
- (vi) déférer l'affaire aux autorités chargées de veiller au respect de la loi; et/ou
- (vii) imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées selon les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures. De telles sanctions peuvent être imposées en sus ou au lieu d'autres sanctions.

(f) L'imposition par la Banque de toute sanction mentionnée ci-dessus peut être rendue publique.

(i) La «subornation» est l'acte consistant à offrir ou donner, indûment quelque chose de valeur, afin d'influencer les actions ou décisions de tierces parties, recevoir ou solliciter un bénéfice quelconque en échange d'actions ou abstentions liées à l'exécution d'obligations; (ii) «L'Extorsion» ou la «Coercition» est l'acte consistant à obtenir indûment quelque chose en forçant une action ou influençant une décision, par intimidation, menace ou l'utilisation de la force, contre l'intégrité physique, les biens ou la réputation d'une personne, que ces menaces aient ou non, porté leurs fruits; (iii) L'expression «Fraude» consiste en un acte ou une omission visant à falsifier la vérité afin d'amener des tiers à agir en fonction de celle-ci, et dans le but d'obtenir indûment un avantage ou de causer un dommage à une tierce partie; (iv) L'expression «Collusion» signifie un accord secret entre deux parties ou plus, afin de tromper ou causer un dommage à une personne ou une entité ou bien afin d'atteindre un but illégal.

(eg) Les dispositions des alinéas (a) et (c) ci-dessus n'affecteront pas les montants imputables aux ressources de la Contribution que la Banque aura engagés spécifiquement par écrit, avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, pour payer un fournisseur de biens et services ou de services de conseil. Toutefois, au cas où il est démontré qu'une ou plusieurs pratiques de fraude et corruption corrompues, telles que décrites à l'alinéa (d) ci-dessus, ont été menées lors de la sélection, négociation ou à l'exécution d'un contrat sur l'acquisition des mêmes-mêmes biens et des services ou des services de conseil, la Banque pourra considérer les dispositions de l'alinéa (g) sans effets.

Article 7. Taux de change pour les programmes financés avec des fonds libellés en dollars. (a) Décaissements: (i) La contre-valeur en dollars d'autres monnaies de change dans lesquelles pourraient se faire les décaissements de la Contribution sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement; et

- (ii) dans les cas d'accords régionaux, la contre-valeur en dollars de la monnaie locale ou d'autres monnaies dans lesquelles pourraient se faire le décaissement, sera calculée en appliquant, à la date du décaissement, le taux de change prévu

dans l'accord en vigueur entre la Banque et le Pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie ou de ces autres monnaies détenue(s) par la Banque.

(b) Dépenses effectuées: (i) La contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie de change sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date où s'est effectué le paiement de ladite dépense.

(ii) Dans le cas de programmes régionaux, la contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie locale, ou en d'autres monnaies, sera calculée en appliquant, à la date à laquelle s'est effectué le paiement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque.

(iii) Aux fins des points (i) et (ii) ci-dessus, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le Bénéficiaire, Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à régler les dépenses, effectue le paiement en question au consultant, contractuel ou fournisseur.

Article 8. Taux de change pour les programmes financés avec des fonds constitués en monnaies de change autres que le dollar. (a) Décaissements. La Banque pourra convertir la monnaie décaissée à charge des ressources du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales: (i) en d'autres monnaies de change en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date de décaissement; ou

(ii) dans les cas de programmes régionaux, en monnaie locale ou en d'autres monnaies, en appliquant, à la date du décaissement, la procédure suivante: (A) la contre-valeur de la monnaie du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales en dollars sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché; (B) ensuite, la contre-valeur de ces dollars sera calculée en monnaie locale ou en d'autres monnaies, en appliquant le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque.

(b) Dépenses effectuées. (i) La contre-valeur de la monnaie du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales, d'une dépense en monnaie de change, se calculera en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date de paiement de ladite dépense.

(ii) Dans les cas de programme régionaux, la contre-valeur en monnaie du fonds en fidéicomis indiqué dans les Conditions Spéciales, d'une dépense effectuée en monnaie locale ou autres monnaies, sera calculée de la manière suivante: (A) la contre-valeur en dollars de la dépense sera calculée en appliquant, à la date de règlement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur en dollars de ladite monnaie locale détenue par la Banque;

(B) Ensuite, la contre-valeur en monnaie du Fonds en fidéicommiss indiqué dans les Conditions Spéciales du montant de la dépense en dollars sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date à laquelle s'est effectué le règlement de ladite dépense.

(iii) Aux fins des points (i) et (ii) antérieurs, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le Bénéficiaire, Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à effectuer des paiements, aura payé le contractuel, Consultant ou fournisseur.

Article 9. Autres obligations contractuelles des Consultants. En plus des conditions spéciales incluses dans les Clauses Spéciales, dans les Annexes et dans les termes de référence mentionnés, l'Organisme d'Exécution convient que les contrats passés avec les Consultants établiront également les obligations de:

(a) Fournir les éclaircissements ou détails que la Banque ou l'Organisme d'Exécution jugeront nécessaires sur les rapports que les consultants, de par les termes de référence de leurs contrats respectifs, ont l'obligation de présenter.

(b) Soumettre à l'Organisme d'Exécution et à la Banque toute information supplémentaire qu'ils pourront raisonnablement demander concernant le déroulement de leurs travaux.

(c) Dans le cas de consultants internationaux, travailler conjointement avec le personnel professionnel local affecté ou engagé par le Bénéficiaire pour participer à la réalisation du Programme, afin qu'à la fin du programme, ce personnel ait une formation technique et opérationnelle.

(d) Céder à la Banque les droits d'auteur, brevets ou droit de propriété industrielle ou intellectuelle et, le cas échéant, les travaux et documents produits par les consultants dans le cadre de leurs contrats de consultant financés avec les ressources du Programme.

(e) Nonobstant l'alinéa (d) ci-dessus, afin de diffuser les résultats du Programme, la Banque autorise le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, à exercer le droit d'usage des produits issus des services de Consultants financés avec les ressources du Programme, sans toutefois contrevenir à l'Article ~~14~~15 des présentes Normes Générales.

Article 10. Acquisition de biens. (a) A charge de la Contribution et jusqu'à concurrence du montant destiné à cette fin dans le budget inclus dans l'Annexe A, l'Organisme d'Exécution pourra acquérir des biens prévus dans le Programme.

(b) Quand les biens et services loués ou acquis pour le Programme, sont financés avec les ressources de l'Apport, le Bénéficiaire utilisera, dans la mesure du possible, des procédures permettant la participation de plusieurs soumissionnaires et portera une attention particulière aux aspects d'économie, d'efficacité et de modération des prix.

(c) Quand des sources de financement autres que les ressources de la Contribution ou de l'Apport sont utilisées, le Bénéficiaire pourra s'entendre avec le bailleur sur les procédures à suivre pour l'acquisition de biens et services. Cependant, sur demande de la Banque, le Bénéficiaire devra démontrer la rationalité tant du prix engagé ou payé pour l'acquisition dudit bien ou service que des conditions financières des crédits. De même, le Bénéficiaire devra démontrer que la qualité des biens satisfait aux exigences techniques du Programme.

(d) Durant l'exécution du Programme, les biens auxquels se réfère le point (a) ci-dessus seront utilisés exclusivement pour la réalisation du Programme.

(e) Les biens acquis ou loués pour le Programme seront entretenus convenablement, conformément aux normes techniques généralement acceptées et à leurs destinations.

Article 11. Etats financiers. (a) Au cas où le délai d'exécution du Programme est supérieur à un (1) an et où le montant de la Contribution est supérieur à la contre-valeur d'un million cinq cent mille dollars (US\$1.500.000) le Bénéficiaire s'engage à présenter à la satisfaction de la Banque, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution:

- (i) des Etats financiers annuels, et un état financier final, relatifs aux dépenses du Programme à charge de la Contribution et de l'Apport. Lesdits états financiers seront présentés après avoir été contresignés par un cabinet d'experts comptables indépendants jugés acceptables par la Banque et conformément aux conditions jugées satisfaisantes par la Banque.
- (ii) Les états financiers annuels devront être présentés dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'expiration de chaque année d'exécution, commençant avec l'exercice économique correspondant à l'année fiscale durant laquelle les décaissements de la Contribution auront commencé; et l'état financier final, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date du dernier décaissement de la Contribution, à l'exception des ressources nécessaires pour les services du cabinet d'experts comptables indépendant prévus dans le présent Article. Ces délais ne pourront être prorogés qu'avec le consentement écrit de la Banque.
- (iii) La Banque pourra suspendre les décaissements de la Contribution au cas où elle ne recevrait pas à sa satisfaction, les états financiers annuels dans les délais établis dans le point (ii) ci-dessus ou durant la prorogation desdits délais autorisés.

(b) Au cas où le délai d'exécution du Programme ne dépasse pas un (1) an, ou que le montant de la Contribution est égal ou inférieur à la contre-valeur de un million cinq cent mille dollars (US\$1.500.000), le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, s'engage à présenter à la satisfaction de la Banque et dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date du dernier décaissement de la Contribution, à l'exception des ressources nécessaires pour les services du cabinet d'experts comptables indépendant prévus dans le présent Article, un état financier relatif aux dépenses du Programme effectuées à la charge de la contribution et de

l'Apport, contresigné par un cabinet d'experts comptables indépendants jugés acceptables par la Banque et conformément aux conditions jugées satisfaisantes par la Banque.

Article 12. Contrôle interne et registres. L'Emprunteur ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra tenir un système approprié de contrôles comptables et administratifs internes. Le système comptable devra être organisé de manière à fournir la documentation nécessaire pour vérifier les transactions et faciliter la préparation en temps opportun des états financiers et rapports. Les registres du Programme devront être tenus pour une période minimum de trois (3) ans après la date du décaissement final de la Contribution de manière à (a) permettre d'identifier les sommes reçues des différentes sources; (b) consigner, conformément au catalogue de comptes que la Banque aura approuvé, les investissements du Programme financés tant au moyen de la Contribution que sur les autres ressources affectées à son exécution; (c) fournir les détails nécessaires pour permettre d'identifier les travaux effectués, biens acquis et les services contractés, ainsi que l'utilisation desdits travaux, biens et services; (d) comprendre dans tels documents l'information relative à la passation des marchés et l'exécution des contrats financés par la Banque y compris, entre autres, les appels d'offres, les appels d'offres globaux, les résumés, les évaluations, les contrats, la correspondance, le travail effectué et les ébauches, et les factures, y compris les documents relatifs au paiement de commissions, aux paiements aux agents, consultants et contractants; et (e) indiquer le coût des investissements pour chaque catégorie et le déroulement des travaux.

Article 13. Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) L'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant devront autoriser la Banque à inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel et à examiner les registres et documents que la Banque juge utiles de connaître. Le personnel que la Banque enverra ou désignera comme enquêteur, agent, auditeur ou expert à cette fin devra pouvoir compter sur la totale collaboration des autorités concernées. Tous les coûts relatifs au transport, aux salaires et autres frais de ce personnel seront à la charge de la Banque.

(c) A la demande d'un représentant autorisé par la Banque, l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, fournira à la Banque tout document, y compris les documents relatifs à la passation des marchés de biens. De plus, l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant devrait, dans un délai jugé raisonnable, mettre leur personnel à la disposition de la Banque afin de répondre aux questions posées par le personnel de la Banque aux fins de procéder à l'examen et à l'audit de documents sus-mentionnés. L'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra fournir les documents dans un délai jugé raisonnable ou présenter un affidavit incluant les raisons pour lesquelles un document n'est pas disponible ou ne sera pas fourni à la Banque.

(d) Si l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, ne se conforme pas à la demande de la Banque ou fait de quelque autre manière obstruction à une enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, peut prendre toute mesure appropriée contre l'Emprunteur, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas.

Formatted

Formatted

Formatted

Formatted

Article 1414. Autres engagements. Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, devra:

(a) fournir aux Consultants et aux experts locaux, les services de secrétariat, bureaux, articles de bureaux, communication, transport et tout autre appui logistique nécessaire à la réalisation de leur travail;

(b) présenter à la Banque copie des rapports des Consultants et des observations correspondantes;

(c) transmettre à la Banque toute information supplémentaire ou rapport juridique qu'elle pourra raisonnablement demander au sujet de la réalisation du Programme et de l'utilisation de la Contribution et de l'Apport; et

(d) tenir le Représentant de la Banque dans le(s) pays concerné(s) informé sur tous les aspects du Programme.

Article 1415. Publication de documents. Tout document à émettre sous le nom de la Banque ou en utilisant son logotype, que l'on désire publier en tant que partie d'un projet spécial, programme commun, travail de recherche ou toute autre activité financée avec les ressources du Programme, devra être préalablement approuvé par la Banque.

Article 1516. Supervision sur le terrain. Sans préjudice de la supervision des travaux du Programme par l'Organisme d'Exécution, la Banque pourra réaliser la supervision du Programme sur le terrain, via sa Représentation dans le ou les pays par les fonctionnaires désignés à cet effet.

Article 1617. Portée de l'engagement de la Banque. Il demeure entendu que l'octroi de la Contribution par la Banque n'implique aucun engagement de sa part à financer totalement ou partiellement un quelconque programme ou projet découlant directement ou indirectement de la réalisation du Programme.

Article 1718. Arbitrage. Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci se soumettent de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal arbitral visées ci-dessous:

(a) **Composition du Tribunal.** Le Tribunal arbitral sera composé de trois (3) membres qui seront désignés de la manière suivante: un membre par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le «Tiers-arbitre», par accord direct entre les parties ou par l'intermédiaire des arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne se mettent pas d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, ou si l'une des parties ne peut désigner d'arbitre, le Tiers-arbitre sera désigné à la demande de n'importe laquelle des parties par le Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Tiers-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou si le Tiers-arbitre ne

veut pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera remplacé de la même façon que pour la désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.

(b) Engagement de la Procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie requérante adressera à l'autre une communication écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation exigée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La partie qui aura reçu cette communication devra, dans un délai de quarante-cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de la communication au requérant, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, n'importe laquelle d'entre elles pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains pour que celui-ci effectue la désignation.

(c) Convocation du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera convoqué à Washington, District de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, à la date que choisit le Tiers-arbitre, et, une fois convoqué, il se réunira aux dates que déterminera le Tribunal lui-même.

(d) Procédure. (i) Le Tribunal sera compétent pour connaître uniquement les points du différend. Il adoptera sa propre procédure et pourra de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties l'occasion de présenter leurs points de vue oralement.

(ii) Le Tribunal jugera en équité, en se fondant sur les termes de l'Accord, et prononcera sa sentence même au cas où l'une des parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(iii) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant de deux membres au moins du Tribunal; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Tiers-arbitre, à moins que le Tribunal ne décide que pour des circonstances spéciales et imprévues ce délai doive être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties par communication signée par deux membres au moins du Tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun appel.

(e) Frais. Les honoraires de chaque arbitre seront versés par la partie qui l'aura désigné et les honoraires du Tiers-arbitre seront pris en charge par les deux parties à part égale. Avant que le Tribunal ne se réunisse, les parties détermineront les honoraires des autres personnes qui, d'un commun accord, seront invitées à intervenir dans la procédure d'arbitrage. Si l'accord ne se produit pas en temps opportun, le Tribunal fixera lui-même la rémunération qui serait raisonnable pour de telles personnes, compte tenu des circonstances. Chaque partie s'acquittera de ses propres frais au titre de la procédure, mais les frais du Tribunal seront pris en charge par les parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le Tribunal sans recours possible.

(f) Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE A

Formatted

LE PROJET**Politique et plan d'action forestier pour Haïti****I. Objectif**

- 1.01** L'objectif général du Projet est d'améliorer les conditions et favoriser la création d'un climat propice aux investissements et au marché forestiers à usage multiple. L'objectif spécifique est de préparer et mettre en place une politique et une stratégie de développement forestier à long terme pour Haïti.
- 1.02** Les résultats attendus comprennent : (i) l'élaboration et l'officialisation de la politique forestière d'Haïti, (ii) l'élaboration et l'officialisation d'un Plan d'Action Forestier pour Haïti (PAFHA) et (iii) le renforcement de la Direction des Parcs, Forêts et Sols (DFPS) pour le suivi et l'évaluation du PAFHA.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre les objectifs du Projet, la Contribution sera utilisée pour financer les trois composantes suivantes :

1. Elaboration d'une politique forestière pour Haïti

- 2.02** Le projet financera les services d'un consultant dont la tâche principale sera de promouvoir le dialogue et la concertation des acteurs tant publics que privés pour l'élaboration de la politique forestière d'Haïti. Le consultant doit posséder suffisamment d'expérience dans les analyses de politiques publiques intersectorielles et aussi une bonne connaissance de la situation particulière d'Haïti pour appuyer le pays dans la conception de la politique et la stratégie forestière. Le travail se réalisera principalement à travers des ateliers, consultations et visites du terrain avec la participation des différents acteurs impliqués dans le secteur forestier. Une partie importante du travail nécessitera la présence du consultant sur le terrain et le dialogue avec les institutions gouvernementales faisant partie du Comité de Coordination Intersectorielle (CCI) mentionné au paragraphe 4.03 de cet Annexe A.
- 2.03** La première phase consistera à l'élaboration et l'analyse du secteur forestier d'Haïti, à travers : a) une analyse diagnostique de la production de bois et du charbon de bois, incluant l'identification de la typologie des acteurs impliqués dans la chaîne; et b) l'ajustement des données des Indicateurs d'Attraction pour les Investissements

Forestières (« IAIF ») pour le pays, lesquelles comprendront : i) des indicateurs supra-sectoriels (taux de croissance du PIB, taux d'intérêts passif réel, stabilité du taux d'échanges, libéralisation du commerce international, risque politique et charge tributaire sur le PIB); ii) des indicateurs intersectoriels (infrastructure économique, infrastructure social, réglementations, main-d'œuvre, marché de capitaux, droit de la propriété, flux de capital et investissement étranger, politiques agro-élevages, restrictions de plantation et d'utilisation); et iii) des indicateurs intra sectoriels (ressource forestière, appui au commerce de l'industrie forestière, marché domestique, valorisation de terres à vocation forestière et actions adverses).

- 2.04** La deuxième phase comprendra l'analyse d'alternatives tout en identifiant les alternatives et les opportunités à long terme pour le secteur forestier d'Haïti et pour la conception de la politique forestière. Dans l'élaboration de la politique et de la stratégie forestière seront analysées les causes du problème d'externalités négatives de la production de bois et du charbon et les différentes options devant permettre de transformer ce problème en une opportunité pour améliorer le marché, augmenter les revenus et le taux d'emploi y relatifs, stimuler les producteurs, faciliter l'établissement de systèmes agro-forestiers, sous réserve qu'il existe des conditions favorables pour faire de la production de bois, du charbon et de la production de bois-énergie une activité rentable aussi bien que durable avec la possibilité d'augmenter la ressource forestière et les bénéfices socio-économiques et environnementaux pour le pays. Ce travail sera basé sur le diagnostic réalisé dans la première phase en canalisant les consultations et les options possibles à travers les principaux acteurs de la chaîne de bois et du charbon dans le pays.

2. Mise en place d'une stratégie et d'une politique forestière pour Haïti

- 2.05** Le Projet financera les services de consultation pour promouvoir le dialogue et la concertation du PAFHA et identifier les actions prioritaires à court et moyen terme. Cette concertation se réalisera à travers des ateliers au niveau national auxquels devront participer les acteurs actuels et potentiels du secteur forestier; en portant une attention spéciale à la représentation des producteurs et intermédiaires dans le secteur de bois et du charbon. La technique qui sera utilisée pour structurer le PAFHA sera la planification stratégique, laquelle se traduira par la mise en place d'une Matrice de Cadre Logique (MCL). La MCL comprendra les fins, buts, composantes des activités, indicateurs, moyens de vérification et hypothèses.

3. Suivi et évaluation du PAFHA

- 2.06** Une fois le PAFHA établi, l'Organisme d'Exécution devra mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation. Les ressources du projet seront utilisées pour renforcer la capacité institutionnelle de l'Organisme d'Exécution, moyennant l'établissement d'un système automatique informatisé pour le suivi du PAFHA et l'évaluation de la réalisation des actions envisagées. A la fin du processus de formulation de la politique et de la stratégie forestière, une table ronde avec les bailleurs de fonds sera convoquée afin d'identifier des sources de financement et d'établir la gestion financière du portefeuille de projets d'assistance technique et de prêts priorités dans le cadre du PAFHA.

III. Coût total du Projet et plan de financement

- 3.01** Le coût total du Projet est estimé à la contre-valeur de deux cent cinquante mille deux cent seize mille dollars américains (US\$250,216) dont la ventilation par catégories budgétaires et sources de financement est la suivante :

<u>Coût et financement</u> en US\$			
Coût du Programme			
Catégorie	FOE (US\$)	COFAB (US\$)	Total
1. Elaboration de la politique forestière	40,000	17,100	57,100
2. Elaboration du PAFHA	80,000	30,000	110,000
3. Suivi et Evaluation	40,000		40,000
4. Ateliers de diffusion et matériels	30,000		30,000
5. Commission d'administration de la Banque (5% du montant COFAB)		2,511	2,511
6. Audit	5,000		5,000
7. Imprévus	5,000	605	5,605
TOTAL	200,000	50,216	250,216

IV. Exécution

- 4.01** Le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles et du Développement Rural sera responsable de l'exécution du Projet à travers la Direction des Parcs des Forêts et des Sols (DPFS). Le MARNDR désignera un fonctionnaire de la DPFS comme coordonnateur du Projet. La DPFS sera responsable de l'accompagnement technique pour l'élaboration du PAFHA, la sélection et la supervision des services de consultation. La DPFS sera assistée par l'Unité d'Exécution de la coopération technique d'Appui à la Gestion de Comptes Hydrographiques (ATN/SF-9427-HA), qui sera responsable de la gestion administrative du Projet.
- 4.02** Le Ministère de l'Environnement participera à l'exécution du Projet, particulièrement en ce qui concerne les activités relatives à l'intégration de la politique environnementale dans les politiques sectorielles et la conservation du patrimoine naturel et les parcs nationaux.
- 4.03** Pour assurer la concertation et coordination des acteurs du secteur public, un Comité de Coordination Intersectorielle (CCI) sera établi. Ce Comité sera présidé par le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe et formé par le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural, avec la collaboration, entre autres, du Ministère de l'Environnement et du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales. Aussi, l'Electricité d'Haïti (EDH) pourra prendre part aux réunions du comité en charge de la coordination de politiques intersectorielles. Le CCI analysera la

situation actuelle des IAIF et identifiera les moyens de créer un climat propice au commerce forestier.

ANNEXE AD HOC

PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX DE BIENS ET SERVICES CONNEXES ET DE SERVICES DE CONSULTANTS

I. Aspects Généraux

- 1.01** La passation des marchés de travaux, de biens et services connexes ainsi que celles de services de consultants, financés avec les ressources du Prêt seront entièrement régies par les dispositions des Politiques de passation des marchés de biens et travaux de la Banque (Document GN-2349-7) et en ce qui concerne les passations des marchés de Services de Consultants, par les Politiques pour la sélection et recrutement de consultants financés par la Banque (Document GN-2350-7). Les dispositions de la présent Annexe Ad-hoc s'appliqueront de manière complémentaire aux dites passations des marchés. La Banque pourra, à sa seule discrétion décider de suspendre l'application des dispositions incluses dans cette Annexe.

II. Passation des Marchés au-delà des limites établies pour la procédure d'Appel d'Offres International. Procédure Simplifiée

- 2.01** A partir d'un montant estimé égal ou supérieur à un million de dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$1.000.000) pour les marchés de travaux, deux cent cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$250.000) pour les marchés de biens et services connexes et de deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$200.000) pour les marchés de services de consultants, les passations des marchés se feront par Appel d'Offres public international. La Banque pourra autoriser l'Entité Contractante à utiliser les procédures suivantes simplifiées d'Appel d'Offres international:

- (i) En ce qui concerne les passations des marchés de travaux, de biens et services connexes et services de consultants, publier l'Avis Général de Passation des Marchés «AGP» du projet dans l'édition sur Internet du journal des Nations Unies «*Développement Business*» ainsi que dans la page Internet de la Banque, pour information. Cet avis devra spécifier que les Avis Spécifiques de Passation des Marchés (ASP) correspondants pour les travaux, biens et services connexes ainsi que les ASP demandant la soumission d'expressions d'intérêt pour les services de consultants seront publiés tout d'abord, une seule fois dans un journal à grand tirage national et qu'ils seront ensuite publiés dans l'édition sur Internet du «*Développement Business*» ainsi que dans la page Internet de la Banque. Les avis dans les journaux à grand tirage national devront spécifier qu'il n'y aura pas de restriction à la participation internationale dans les passations des marchés.

ATN/SF-10216-HA

ATN/CF-10217-HA

- (ii) Il n'y aura pas de pré-qualification. Les délais applicables pour la soumission des Offres seront de quarante cinq (45) jours pour les marchés de travaux publics et de biens et services connexes. L'adjudication des Contrats de Passation des Marchés de Travaux ou de Biens et services connexes se fera sur la base de l'application des critères d'évaluation inclus dans les documents d'Appel d'Offres en utilisant la procédure de post-qualification. L'Entité Contractante, par le truchement de la Commission d'Evaluation, devra déterminer si l'Offre considérée de moindre coût, se conforme substantiellement aux dispositions des documents d'Appel d'Offres et si le Soumissionnaire en question est qualifié pour exécuter de manière satisfaisante le Contrat de Passation de Marché de Travaux ou de Biens et services connexes. Les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des Offres devront être spécifiés dans les documents d'Appel d'Offres. Si l'Offre ne se conforme pas substantiellement aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, elle devra être rejetée et l'Entité Contractante considérera la seconde Offre de moindre coût et procédera de la même manière.
- (iii) L'Entité Contractante adjudgera le Contrat de Passation de Marché de Travaux ou de biens et services connexes, durant la période de validité des Offres, au Soumissionnaire dont l'Offre a été évaluée de moindre coût tout en se conformant substantiellement aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres et qui a démontré qu'il est qualifié pour exécuter le Contrat de Passation de Marché de Travaux ou de Biens et services connexes de manière satisfaisante.
- (iv) En ce qui concerne la passation des marchés de Services de Consultants, la procédure de publication indiquée au paragraphe (i) antérieur sera utilisée pour demander des expressions d'intérêts de la part de firmes de consultants éligibles. Pour les services de consultants, l'ASP spécifiera le contenu minimum des expressions d'intérêt selon les indications du paragraphe 2.5 du document GN-2350-7. Le délai accordé aux Firmes de Consultants pour la soumission des expressions d'intérêt ne devra pas être inférieur à quatorze (14) jours.

2.02 Conformément aux dispositions des Politiques et Procédures de Passation des Marchés de Services de Consultants de la Banque (Document GN-2350-7), L'Entité Contractante préparera une liste restreinte de firmes de consultants éligibles, en se basant en priorité sur les expressions d'intérêt qu'elle aura reçues de firmes de consultants éligibles. Les firmes de consultants figurant sur la liste restreinte des consultants à laquelle la Banque aura donné sa non-objection, seront invitées à soumettre une proposition selon les modalités et dans les délais spécifiés dans la Demande de Propositions qui leur sera adressée et seront sélectionnées en vertu de la méthode de sélection et des critères spécifiés dans ladite Demande.

- 2.03** Toutes les passations des marchés effectuées conformément à la procédure d'Appel d'Offres International, seront supervisées par la Banque de manière ex-ante.

III. Passation des Marchés en dessous des limites établies pour la procédure d'Appel d'Offres international. Procédure Simplifiée

3.01 Descriptions:

- (a) Marchés de Travaux mineurs: les travaux mineurs sont ceux qui sont exécutés dans le cadre du Prêt dont le coût estimatif est inférieur à un million de dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$1.000.000). Dans le cas d'une modification de cette valeur par la Banque, le nouveau montant permettra de définir le concept de travaux mineurs, et les procédures établies dans le Contrat de Prêt en question seront applicables aux passations des marchés de travaux dont le coût estimatif est égal ou inférieur au montant modifié.
- (b) Marchés de Biens et services connexes mineurs: les biens et services connexes mineurs sont ceux dont le coût estimatif est inférieur à deux cent cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$250.000). Dans le cas d'une éventuelle modification de cette valeur par la Banque, le concept de biens et services mineurs sera défini sur la base de ce nouveau montant, et les procédures établies dans le Contrat de Prêt en question seront applicables aux passations des marchés de biens et services connexes dont le coût estimatif est égal ou inférieur au montant modifié.
- (c) Marchés de Services de Consultants mineurs: les marchés de Services de Consultants mineurs sont ceux dont le coût estimatif est inférieur à deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$200.000). Dans le cas d'une éventuelle modification de cette valeur par la Banque, le concept de marchés de services de consultants mineurs sera défini sur la base de ce nouveau montant, et les procédures établies dans le Contrat de Prêt en question seront applicables aux marchés de Services de Consultants dont le coût estimatif est égal ou inférieur au montant modifié.

3.02 Marchés pour l'exécution de travaux mineurs:

- (a) La passation des marchés pour l'exécution de travaux mineurs, dont le coût estimatif est supérieur ou égal à trois cent cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$350.000) et inférieur à un million de dollars (US\$1.000.000) se fera en appliquant la procédure d'Appel d'Offres Public National Non Restreint, stipulée au paragraphe 4.01 de cette Annexe.
- (b) La passation des marchés pour l'exécution de travaux mineurs, dont le coût estimatif est supérieur ou égal à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$50.000), et inférieur à trois cent cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$350.000) se fera en appliquant les règles d'appel

d'offres limité ou cotisation de prix, stipulées aux paragraphes 4.02 et 4.04 de cette Annexe, selon la complexité des dits travaux.

- (c) La passation des marchés pour l'exécution de travaux mineurs, dont le coût estimatif est inférieur à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$50.000) se fera en appliquant les règles de marché de gré à gré, stipulées au paragraphe 4.05 de cette Annexe.

3.03 Passation des Marchés de biens et services connexes mineurs:

- (a) La passation des marchés de biens et services connexes dont le coût estimatif est supérieur ou égal à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$50.000) et inférieur à deux cent cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$250.000) se fera en appliquant la procédure d'Appel d'Offres Public National Non Restreint, stipulée au paragraphe 4.01 de cette Annexe.
- (b) La passation des marchés de biens et services connexes dont le coût estimatif est supérieur ou égal à dix mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$10.000) et inférieur à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$50.000) se fera en appliquant les règles d'appel d'offres limité ou cotisation de prix, stipulées aux paragraphes 4.02 et 4.04 de cette Annexe, selon la complexité des dits biens ou services connexes.
- (c) La passation des marchés de biens et services connexes dont le coût estimatif est inférieur à dix mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$10.000) se fera en appliquant les règles de marché de gré à gré, stipulées au paragraphe 4.05 de cette Annexe.

3.04 Passation des Marchés de Services de Consultants Mineurs:

- (a) La passation des marchés de Services de Consultants mineurs dont le coût estimatif est supérieur ou égal à trente mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$30.000) et inférieur à deux cent mille dollars (US\$200.000) se fera en appliquant les règles de concours de mérite limité ou cotisation de prix, stipulées aux paragraphes 4.03 et 4.04 de cette Annexe, selon la complexité des services de consultants requis.
- (b) La passation des marchés de services de Consultants mineurs dont le coût estimatif est inférieur à trente mille dollars (US\$30.000) se fera en appliquant les règles de marché de gré à gré, stipulées au paragraphe 4.05 de cette Annexe.

IV. Modalités de Passation des Marchés en dessous des Montants Limites pour l'Application de la Procédure d'Appel d'Offres International

4.01 Appel d'Offres Public National Non Restreint.

La procédure d'Appel d'Offres Public National Non Restreint, décrite ci-après, est valable pour les catégories de travaux et biens mineurs définis respectivement aux paragraphes 3.02 (a) et 3.03(a).

(a) Le système d'Appel d'Offres Public National Non Restreint sera utilisé, accompagné de la publication réalisée dans un journal à grand tirage national. La participation sans restriction d'entreprises des pays membres de la Banque sera permise. Il ne sera pas nécessaire d'effectuer une pré-qualification, sauf en cas de requête de la Banque, spécifiant cette modalité, si cette dernière considère que les biens ou les travaux faisant l'objet de l'Appel d'Offres sont de nature complexe. L'Entité Contractante pourra accorder avec la Banque, comme modalité de pré-qualification, l'élaboration de deux systèmes de registres, un pour les personnes physiques et l'autre pour les entités juridiques. Dans chaque cas, ces registres resteront ouverts de façon permanente pendant l'exécution du Projet pour que tout Soumissionnaire potentiel d'un pays membre de la Banque, intéressé à participer à tout Appel d'Offres dans le cadre du Projet, puisse s'inscrire.

(b) Pour cette procédure, on utilisera les Documents d'Appel d'Offres standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque.

(c) La publication nationale relative aux lancements d'Appels d'Offres Public National Non Restreints se fera à une reprise dans un journal à grand tirage national. Le délai de présentation des Offres sera d'au moins trente (30) jours, à partir de la date de la publication. Ce délai pourra être prolongé par l'Entité Contractante, en fonction de l'envergure ou de la complexité du travail devant être réalisé ou du montant estimatif du marché.

(d) Les Offres seront présentées sous pli cacheté, contenant la proposition technique, la proposition de prix, ainsi que les antécédents légaux, techniques et financiers des Soumissionnaires permettant d'établir leur qualification à exécuter les marchés en question. Les enveloppes contenant les Offres seront ouvertes en séance publique convoquée par l'Entité Contractante dans le délai prévu pour la présentation des Offres, en présence des représentants des Soumissionnaires désirant y assister, en appliquant toutes les conditions de transparence exigées par les règles générales d'Appel d'Offres. Durant cette séance, l'Entité Contractante en question formera une Commission d'Evaluation composée de trois membres pour l'évaluation technique et financière des Offres ainsi que l'évaluation de la qualification du soumissionnaire auquel il est proposé d'adjuger le marché. La Commission d'Evaluation présentera un rapport contenant les tableaux comparatifs qu'elle jugera nécessaires, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables.

(e) L'Appel d'Offres sera adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'Offre de moindre coût se conformant substantiellement aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, en accord avec les critères d'évaluation des Offres. A cette fin, une Commission d'Evaluation fera une première évaluation des Offres, pour déterminer leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres et établira une classification, en commençant par l'Offre de moindre coût se conformant substantiellement aux documents d'appel d'offres. En vue d'établir la qualification du soumissionnaire pour exécuter le marché, la Commission d'Evaluation révisera ensuite les documents juridiques, techniques et financiers, uniquement de l'entreprise présentant l'Offre de moindre coût se conformant substantiellement aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres. Si l'entreprise est qualifiée, une pré-adjudication d'Appel d'Offres se fera en faveur de la dite entreprise et dans le cas contraire, les documents de l'entreprise suivante sur la liste seront révisés, et ainsi de suite.

(f) Le rapport d'évaluation des Offres relatif à l'adjudication proposée, accompagné des documents d'appui correspondants (y compris le projet de contrat de marché de Travaux ou de Biens devant être signé), sera envoyé à la Banque pour non-objection. Après avoir rempli ces conditions et après approbation formelle de l'Entité Contractante et de la Banque, la notification définitive de l'adjudication sera effectuée et on procédera à la signature du Contrat de Passation de Marché de Travaux ou de Biens avec l'entreprise en question. Aucun changement substantiel ne pourra être apporté au projet de Contrat de Passation de Marché de Travaux ou de Biens auquel la Banque aura donné sa non-objection.

4.02 Appel d'Offres Limité.

La procédure d'Appel d'Offres Limité décrite ci-après, est valable pour les catégories de travaux et biens mineures définies respectivement aux paragraphes 3.02 (b) et 3.03 (b).

(a) En vue de respecter la procédure d'Appel d'Offres Limité, une invitation sera lancée à trois soumissionnaires au moins. Les délais de présentation d'offres ne pourront en aucun cas être inférieurs à 20 jours. La pré-qualification ne sera pas nécessaire, sauf en cas de requête spécifiant cette modalité par la Banque, si cette dernière considère que les biens ou les travaux faisant l'objet de l'appel d'offres sont de nature complexe. L'Entité Contractante pourra accorder avec la Banque, comme modalité de pré-qualification, l'élaboration de deux systèmes de registres, un pour les personnes physiques et l'autre pour les entités juridiques. Dans chaque cas, ces registres resteront ouverts de façon permanente pendant l'exécution du projet pour que tout soumissionnaire potentiel d'un pays membre de la Banque intéressé à participer à tout Appel d'offres dans le cadre du Projet puisse s'inscrire.

(b) Pour cette procédure, on utilisera les documents d'appel d'offres standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque.

(c) En vue de respecter cette procédure d'Appel d'Offres, l'Entité Contractante devra préparer et envoyer aux firmes invitées, les documents d'appel d'offres incluant les spécifications techniques des travaux à réaliser ou des biens à acquérir.

(d) Dans un délai ne pouvant être supérieur à 20 jours ouvrables à partir de la date prévue pour la présentation des offres, l'Entité Contractante devra, soit adjuger le contrat de passation de marchés de Travaux ou de Biens à la firme ayant présenté l'offre la moins coûteuse, conformément aux critères d'évaluation des offres, ou déclarer l'appel d'offres nul et non avenu. Dans ce cas, on pourra procéder à un nouvel appel d'offres en apportant les ajustements et les modifications nécessaires aux documents d'appel d'offres dans les vingt (20) jours suivants, et en invitant trois firmes en plus de celles ayant participé originellement à l'appel d'offres. Toutes les conditions établies pour cette procédure sont applicables au nouvel appel d'offres.

(e) Après l'adjudication, et avant la signature du Contrat de Passation de Marché de Travaux ou de Biens, l'Entité Contractante devra obtenir la non-objection de la Banque.

4.03 Concours de Mérite Limité.

La procédure du Concours de Mérite Limité, décrite ci-après, est applicable aux passations des marchés de services de Consultants définis au paragraphe 3.04 (b).

(a) Dans le cadre de cette procédure, l'Entité Contractante préparera une liste restreinte de firmes de consultants éligibles pour laquelle elle obtiendra la non-objection de la Banque. Les firmes de consultants figurant sur ladite liste seront invitées à soumettre une proposition dans les délais et selon les modalités prévus dans la Demande de Propositions qui leur sera adressée. Elles seront sélectionnées en vertu de la méthode des sélections et des critères spécifiés dans ladite Demande. Les délais accordés pour la présentation des propositions ne pourront pas être inférieurs à vingt (20) jours.

(b) Pour cette procédure, on utilisera, les Demandes de Propositions Standards convenues entre l'Entité Contractante et la Banque.

(c) Les propositions seront remises comme indiqué dans la Demande de propositions sous deux plis cachetés et séparés, identifiés pour ces procédures comme Plis Nos. 1 et 2. Le premier (pli No. 1), contenant la proposition technique, les antécédents juridiques et les documents prouvant la capacité technique et financière du soumissionnaire. Le deuxième (pli No. 2), contenant l'offre financière.

(d) Un Comité d'Evaluation sera nommé par l'Entité Contractante, qui sera chargé de l'ouverture des plis et de l'évaluation des offres. L'Entité Contractante fournira à la Banque, en vue de l'obtention de sa non-objection, une copie du rapport du Comité d'Evaluation résumant l'évaluation des propositions techniques présentées, accompagné des documents d'appui correspondants (y compris le projet du Contrat de Passation de Marché de Services de Consultants devant être signé). Après l'obtention de la non-objection de la Banque pour cette évaluation, en accord avec la méthode de sélection

ATN/SF-10216-HA

ATN/CF-10217-HA

choisie, on procèdera à l'ouverture des plis No. 2 contenant les propositions financières. Après le processus d'évaluation des propositions techniques, la non-objection de la Banque sera nécessaire avant l'adjudication du Contrat de Passation de Marché de Services de Consultants à la firme retenue. Au cas où l'Entité Contractante disqualifierait toutes les firmes sauf une, la non-objection de la Banque sera requise avant de procéder à l'adjudication du Contrat de Passation de Marché de Services de Consultants à la dite firme. De plus, la Banque devra recevoir et approuver la proposition financière de cette firme, ainsi que toutes les clarifications ou informations relatives au processus de sélection.

4.04 Cotisation de prix.

La procédure de cotisation de prix, décrite ci-après, est applicable aux passations des marchés de travaux, de biens et services connexes et de services de consultants définis respectivement aux paragraphes 3.02(b), 3.03 (b) et 3.04(b) selon la complexité de chaque cas.

(a) Marchés de Travaux. Cette méthode consiste à recruter une entreprise de construction après réception de trois (3) devis d'au moins trois (3) fournisseurs nationaux ou étrangers, dans le but d'obtenir un prix compétitif. L'utilisation de documents d'Appel d'Offres formels n'est pas nécessaire. Un délai de quinze (15) jours ouvrables sera accordé aux soumissionnaires pour présenter leurs cotisations.

(i) Pour la passation de marchés avec ces entreprises devant exécuter des travaux, l'Entité Contractante tiendra compte des délais d'exécution et des coûts raisonnables du marché. Les entreprises les plus performantes seront sélectionnées en prenant en compte entre autres les critères suivants : la capacité technique, financière et l'expérience spécifique de la firme confirmée par la réalisation de travaux similaires dans la région, et la disponibilité immédiate du personnel adéquat.

(ii) Pour cette procédure, on utilisera, les documents standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque.

(b) Marchés de Biens et services connexes. Cette méthode consiste à recruter une entreprise fournissant des biens et services connexes, après réception d'au moins trois (3) devis de trois (3) fournisseurs nationaux ou étrangers, dans le but d'obtenir des prix compétitifs. L'utilisation de documents d'Appel d'Offres formels n'est pas nécessaire. Un délai de cinq (5) jours ouvrables sera accordé aux soumissionnaires pour présenter leurs cotisations.

(i) Pour la passation de marchés avec ces entreprises, l'Entité Contractante tiendra compte des délais d'exécution et des coûts raisonnables du marché. Les entreprises les plus performantes seront sélectionnées en prenant en compte entre autres les critères suivants : la capacité technique, financière et l'expérience

spécifique de la firme confirmée par la fourniture de biens et services connexes similaires dans la région.

(ii) Pour cette procédure, on utilisera, les documents standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque.

(c) Marchés de services de consultants. Cela consiste en la passation de marchés de consultants avec des Firmes de Consultants ou des Consultants Individuels devant fournir des services de consultants, après réception d'au moins trois (3) devis de trois (3) Firmes de Consultants nationales ou étrangères. Un délai de dix (10) jours ouvrables sera accordé aux soumissionnaires pour présenter leurs cotisations. Ces passations de marchés seront supervisées par la Banque selon la modalité ex-ante.

(i) Pour la passation de marchés avec une Firme de Consultants, l'Entité Contractante tiendra compte des capacités techniques de celle-ci, de son expérience professionnelle spécifique, la méthodologie proposée, la disponibilité immédiate du personnel proposé et de la maîtrise de la langue nécessaire à la réalisation des dits services de consultants.

(ii) Pour cette procédure, on utilisera, les documents standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque.

4.05 Marchés de gré à gré.

Cette méthode consiste à contracter une entreprise de construction, ou une entreprise fournisseuse de biens et de services connexes ou une Firme de Consultants sans suivre une procédure de mise en concurrence La procédure de marché de gré à gré est applicable aux passations des marchés de travaux, de biens et services connexes et de services de consultants définis respectivement aux paragraphes 3.02(c), 3.03 (c) et 3.04(b).

(a) Marchés de Travaux.

(i) Pour la passation des marchés avec des entreprises devant exécuter des travaux, l'Entité Contractante tiendra compte de la capacité technique, financière et de l'expérience confirmée par la réalisation de travaux similaires dans la région, de la disponibilité immédiate du personnel adéquat et des coûts raisonnables du marché.

(ii) Pour cette procédure, on utilisera, les documents de passation des marchés standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque.

(iii) Dans le cadre de chaque projet et pendant l'exécution du dit projet, le montant cumulé maximum de marchés de gré à gré de travaux avec la même entreprise ne pourra pas dépasser deux cent cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$250.000). Ceci ne permettra pas à l'Entité Contractante de passer de marchés de travaux avec la même firme au-delà de ce montant cumulé.

Un montant cumulé de marchés relatifs au Projet sera également déterminé, permettant à la Banque d'autoriser jusqu'à concurrence de ce montant le financement de passation des marchés de travaux de gré à gré.

(b) Marchés de Biens et services connexes.

(i) Pour la passation des marchés avec des entreprises devant fournir des biens et services connexes, l'Entité Contractante tiendra compte de la capacité financière et technique, de l'expérience confirmée para la fourniture de biens et services connexes similaires dans la région, des délais de livraison et des coûts raisonnables du marché.

(ii) Pour cette procédure, on utilisera, les documents de passation des marchés standards convenus entre l'Entité Contractante et la Banque

(iii) Dans le cadre de chaque projet et pendant l'exécution du dit projet, le montant cumulé maximum des marchés de gré à gré de biens et services connexes avec la même entreprise ne pourra pas dépasser cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$100.000). Ceci ne permettra pas à l'Entité Contractante de passer des marchés de biens et services connexes avec la même firme au-delà du montant cumulé. Un montant cumulé de marchés relatifs au Projet sera également déterminé, permettant à la Banque d'autoriser jusqu'à concurrence de ce montant le financement de passation des marchés de biens et services connexes de gré à gré.

(c) Marchés de services de consultants.

(i) Pour la passation des marchés de services de consultants, l'Entité Contractante tiendra compte de la capacité financière et technique, de l'expérience confirmée para l'exécution de Services de Consultants similaires dans la région, des délais d'exécution, de la disponibilité du personnel adéquat et des coûts raisonnables du marché.

(ii) Pour cette procédure, on utilisera, les Demandes de Propositions Standards convenues entre l'Entité Contractante et la Banque

(iii) Dans le cadre de chaque projet et pendant l'exécution du dit projet, le montant cumulé maximum des marchés de gré à gré de services de consultants avec la même firme de consultants sera de cent vingt mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$120.000). Ceci ne permettra pas à l'Entité Contractante de passer de marchés de services de consultants avec la même firme de consultants au-delà de ce montant cumulé.

(iv) Dans le cadre de chaque projet et pendant l'exécution du dit projet, le montant cumulé maximum de marchés de gré à gré de services de consultants avec un Consultant Individuel sera de soixante mille dollars des Etats-Unis

d'Amérique (US\$60.000). Ceci ne permettra pas à l'Entité Contractante de passer de marchés de services de consultants avec le même Consultant Individuel au-delà de ce montant cumulé.

(v) Un montant cumulé de marchés relatifs au Projet sera également déterminé, permettant à la Banque d'autoriser jusqu'à concurrence de ce montant le financement de passation des marchés de services de consultants de gré à gré.

(vi) Pour l'adjudication des contrats aux consultants individuels, la Banque pourra autoriser l'Entité Contractante à utiliser la méthode de marché gré à gré en tant qu'exception, lorsque le montant estimatif du contrat ne dépasse pas trente mille dollars (US\$30.000).

V. Procédures Générales

- 5.01** La Commission d'Evaluation sera composé de trois (3) fonctionnaires ou employés de l'Entité Contractante du Projet lesquels auront l'expérience et la capacité requises. Ils seront responsables du rapport final d'évaluation des Offres, et devront disposer de l'autonomie nécessaire pour la prise de décisions. La Commission sera nommée par l'Entité Contractante et celle-ci lancera une invitation aux organismes de contrôle pour leur éventuelle participation, comme observateurs, aux évaluations. Dans ce cas, un représentant sera délégué face à la Commission. Le délai maximum de trente (30) jours ouvrables sera accordé à la Commission par l'Entité Contractante pour finaliser l'évaluation et élaborer le rapport final des Offres correspondant. Pour chacun des cas, ce délai sera préalablement fixé et spécifié dans la note accompagnant la nomination de la Commission.
- 5.02** Communication de l'adjudication et signature du Contrat de passation de Marché de Travaux, de Biens ou de Services de Consultants : L'Entité Contractante enverra une copie de la notification d'adjudication à tous les Soumissionnaires, à l'adresse indiquée dans leurs Offres respectives, dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la dite adjudication.
- 5.03** Les procédures décrites ci-après, sont applicables tant pour les Appels d'Offres Publics Nationaux Non Restreints, que pour, les Appels d'Offres Limités et les Concours de Mérite Limité prévus aux paragraphes 4.01, 4.02, et 4.03 respectivement de la présente Annexe.
- 5.04** Dans tous les processus d'Appel d'Offres ou de concours, l'Entité Contractante pourra déclarer l'Appel d'Offres ou le concours nul et non avenu, au cas où à la date et à l'heure fixées, aucun Soumissionnaire ne se soit présenté. Une nouvelle invitation pourra être lancée dans les vingt (20) jours suivants, après avoir effectué les éventuels ajustements ou modifications nécessaires aux Documents d'Appel d'Offres ou de concours.
- 5.05** En cas de réception d'une Offre unique, l'Entité Contractante devra attendre la non-objection de la Banque avant de procéder à une éventuelle adjudication de contrat en

faveur de la dite firme. De plus, la Banque devra recevoir et approuver la Proposition de Prix de cette firme, ainsi que toutes les clarifications ou informations relatives au processus d'Appel d'Offres ou de concours.